



COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 16e SEANCE

Président : M. FLEMMING (Sainte-Lucie)

SOMMAIRE

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX **PAYS** ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non examinés au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

POINT 100 DE L'ORDRE **DU** JOUR : ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS, ECONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE A L'AE'PLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE **L'INDEPENDANCE AUX** PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE, ET AUX EFFORTS TENDANT A ELIMINER LE **COLONIALISME**, L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE (suite)

POINT 101 DE L'ORDRE DE JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET **LES** ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

POIN" 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'IN **DEPENDANCE** AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.4/46/SR.16
22 novembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL ; ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 19 DE **L'ORDRE** DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE **AUX** PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non examinés au titre d'autres points de l'ordre du jour) (suite) (**A/46/23** (Partie VI), **chap. X**, par. 23)

Projet de résolution

1. Le **PRESIDENT** fait **observer** que la Commission a un retard de presque trois semaines **sur** la date initiale qui avait été prévue pour l'achèvement de ses travaux, ce qui devait laisser au **Comité** consultatif pour les questions administratives et budgétaires et **à** la Cinquième Commission un battement suffisant pour examiner les incidences financières des décisions de la Quatrième **Commission**. Plusieurs délégations ont néanmoins demandé un délai supplémentaire pour les consultations sur les décisions que la Commission s'apprête **à** adopter et, après avoir consulté toutes les parties intéressées, il a décidé de reporter les dernières délibérations **à** cette semaine. Par ailleurs, comme certaines délégations ont noté que le soutien recueilli pour les **résolutions** de la Commission s'effritent, il a **jugé** qu'il était de son devoir, en tant que Président, de ne négliger aucune occasion pour permettre aux **membres** de s'entendre sur des textes qui refléteraient un consensus aussi large que possible. La Commission ne doit pas oublier que son principal objectif est de guider les derniers territoires non autonomes vers **l'autodétermination** et l'indépendance, ce qui suppose une certaine souplesse de sa part. Cela étant, comme l'Assemblée plénière doit **à** présent amorcer l'examen du point 19 de l'ordre du jour le 18 novembre, il est devenu impératif que la Commission achève ses propres travaux le 15 novembre au plus tard.

2. En ce qui **concerne** le projet de résolution d'ensemble **I** relatif aux **10** petits territoires (**A/46/23** (Partie VI), **chap. X**, par. 23), le **Président** a le plaisir d'annoncer que, **après** des consultations approfondies avec les **parties** intéressées, **à** savoir, le Gouvernement des îles Vierges américaines et la Puissance administrante, il est **à même** de proposer les amendements suivants au projet de résolution **I.B.X** concernant **les** îles Vierges américaines. **Les** **sixième** et septième alinéas du préambule doivent **être** remplacés par le nouveau sixième alinéa ci-après :

"Notant en outre que les discussions se poursuivent entre le gouvernement du territoire et la Puissance administrante sur le transfert au territoire de la propriété de Water Island **à** l'expiration du bail en décembre 1992, que les mandataires du gouvernement du territoire et les représentants des organes législatifs de la Puissance administrante ont également engagé un dialogue au sujet du remblayage et de l'aménagement des terrains **submergés à Long Bay** dans le port de Charlotte Amalie, et que le droit de propriété de la **West Indies** Company sur ces terrains a **été récemment** confirmé par les organes judiciaires compétents des **Etats-Unis,**"

/...

(Le Président)

Au début du paragraphe 1, les mots **"Calls upon"** doivent être remplacés par **"Requests"** (sans objet en français) et, à la première ligne, le membre de phrase "d'envisager de réviser" doit être remplacé par le membre de phrase **"de prêter à la Commission du statut des Iles Vierges américaines le concours nécessaire pour réviser"**. Le paragraphe 2 serait modifié comme suit :

"invite la Puissance administrante **à** examiner la possibilité de céder Water Island au territoire **à la fin de 1992."**

Le paragraphe 3 serait **modifié** comme suit :

"Prie la Puissance administrante et le Gouvernement des îles Vierges américaines de poursuivre leurs discussions, dans le cadre des **dispositions** juridiques en vigueur, afin d'obtenir les ressources financières **nécessaires** pour acheter **à la** West Indies Company les terrains remblayés et **submergés** de Long Bay dans le port de Charlotte Amalie;"

A la deuxième ligne du paragraphe 4, il convient d'ajouter le membre de phrase **"comme il convient"** après le mot "faciliter", et à la fin du paragraphe, le membre de phrase "compte tenu du mandat confié **à** ces organismes".

3. Passant ensuite au projet de résolution I.B.VI relatif **à** Guam, le Président propose les amendements **suivants**, sur la base de ses entretiens avec la Puissance administrante et les représentants du Gouvernement de Guam. Le troisième alinéa du préambule serait remplacé par le texte suivant :

"Notant que le Gouvernement des Etats-Unis **d'Amérique** et le Gouvernement de Guam ont entamé en juillet 1991 leur deuxième série de négociations sur le transfert de la propriété des terrains et des installations de la base aéronavale **d'Agana,"**

A la deuxième ligne du paragraphe 1, le mot **"would"** doit être remplacé par le mot **"should"** (sans objet en français). A la deuxième ligne du paragraphe 3, le membre de phrase "lever les obstacles **au**" doit être remplacé par les mots "encourager le".

4. **M. MORENO FERNANDEZ** (Cuba), faisant part de sa première réaction aux amendements proposés pour le projet de résolution sur Guam, dit que Cuba accepterait sans difficulté le texte du nouveau troisième alinéa du préambule si on l'insérait à la fin du **préambule** en tant que cinquième alinéa. **De la sorte**, le **troisième** alinéa continuerait de faire référence **à** la présence des bases militaires, le quatrième alinéa évoquerait les conséquences de cette **présence** et le nouvel alinéa propose - le cinquième - mentionnerait les efforts entrepris pour résoudre les problèmes indiqués dans les deux paragraphes qui précèdent.

5. Le **PRESIDENT** dit que, étant donné **l'intervention** du représentant de Cuba, il devra tenir de nouvelles consultations en vue de préserver **l'intégrité** de la résolution d'ensemble relative aux petits territoires.

POINT 100 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS, ECONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT **OBSTACLE A** L'APPLXICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE, ET AUX EFFORTS TENDANT. A ELIMINER LE COLONIALISME, L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE (**suite**) (**A/46/23** (Partie III), **chap. IV**, par. 12)

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE **LA** DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE **AUX** PAYS RT **AUX PEUPLES** COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (**suite**) (**A/46/23** (Partie IV), **chap. VI**, par. 18)

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE **AUX** PAYS ET **AUX PEUPLES COLONIAUX** (**suite**) (**A/46/23** (Partie III), **chap. V**, par. 11)

Projets de résolutions et projet de décision

6. Le **PRESIDENT** signale que la **deuxième** série de consultations se poursuit sur les projets de **résolution** présentés au titre Ces points 100 et **101** de l'ordre **du** jour et sur le projet de décision relatif aux activités militaires présent& au titre **du** point 19. Il engage le Groupe des Etats d'Afrique, qui est étroitement associé à ces projets, à terminer ses consultations le plus tôt possible, compte tenu **des** délais imposés à la Commission. Il demande parallèlement au Secrétariat de publier en temps voulu tous les textes qui lui seraient éventuellement soumis pour que la Commission puisse prendre une décision **à** leur sujet **à** sa dernière séance. **Il** fait par ailleurs appel à l'indulgence des délégations en leur demandant de ne pas exiger l'application de la règle des 24 heures pour la présentation des documents, puisque la Commission doit terminer ses travaux le 15 novembre.

La séance est levée à 16 heures.